



Centre Hospitalier de Versailles  
André Mignot  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE PRESTATIONS  
INTELLECTUELLES

## Missions d'OPC Ordonnancement – Pilotage – Coordination pour le Centre Hospitalier de Plaisir

### Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°











**2025MM27**

Passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique

## SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION .....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6.	CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	7
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	9
9.	FIN DU CONTRAT .....	10

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

	Objet du contrat	Missions d'OPC : Ordonnancement – Pilotage – coordination pour le Centre Hospitalier de Plaisir
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
	Type de contrat	Marché ordinaire de prestations intellectuelles
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Centre Hospitalier de Plaisir – 220, Rue Mansart – 78375 PLAISIR
	Durée	5 ans, 60 mois
	Développement durable	Voir rubrique développement durable
	Pénalités de retard	Voir rubrique pénalités
	Variation des prix	Voir rubrique variation des prix
	Nature des prix	<b>Prix forfaitaires</b>

# 1. DEFINITIONS

<b>Contrat</b>	: Le contrat est un marché public passé selon la procédure d'appel d'offre - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) du 30 Mars 2021
<b>Acheteur</b>	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
<b>Titulaire</b>	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b>	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
<b>CCTP</b>	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
<b>CCAG</b>	: Cahier des Clauses Administratives Générales

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Missions d'Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC) au sein du centre Hospitalier de Plaisir pour deux opérations.

- **Lot 01 : Construction du bâtiment SEGUR pour l'accueil de la psychiatrie sur le site Mansart**
- **Lot 02 : Extension réhabilitation du bâtiment des Oliviers pour le service de la MPR**

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le **Centre hospitalier de Plaisir.**

**Adresse et coordonnées :**

**Centre hospitalier de Plaisir**

220 Rue Mansart

78370 Plaisir

Cette entité est nommée « établissement » par la suite.

#### ■ Acheteur :

**Centre Hospitalier de Versailles - André Mignot**

Direction des Achats

Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

177, rue de Versailles

78157 Le Chesnay-Rocquencourt

Le Centre Hospitalier de Versailles agit pour le compte du Centre Hospitalier de Plaisir.

#### ■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI :

- L'acte d'engagement ;
- La DPGF
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes ;

Une note méthodologique pour chaque étape de la mission

Exemples de rapport sur une opération similaire

Noms et CV des intervenants dédiés

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

#### ■ Mode de dévolution des travaux pour les deux lots

La dévolution des travaux est prévue en lots séparés.

La passation des marchés de travaux pourra se faire dans le cadre d'une consultation globale ou de plusieurs consultations distinctes. Le titulaire ne pourra pas prétendre à une rémunération supplémentaire en cas de consultations distinctes

## 2.2. Intervenants pour le LOT 01

#### ■ Maître d'ouvrage :

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Centre Hospitalier de Plaisir** représenté par Centre Hospitalier de Versailles André Mignot.

#### Adresse et coordonnées :

**Centre Hospitalier de Plaisir**

220 Rue Mansart

78370 PLAISIR

■ **Programmation et Assistant à la Maitrise d'ouvrage (AMO) pour le lot n°1**

Le maître d'ouvrage a confié la mission de rédaction du programme fonctionnel et technique à la société :

**A2MO Paris**3, rue Primo Lévi  
75013 Paris  
01 53 60 42 60

Le maître d'ouvrage se fait assister à tous les stades de la conception et de la réalisation par :

**A2MO Paris** 3, rue Primo Lévi  
75013 Paris  
01 53 60 42 60

■ **Maîtrise d'œuvre :**

**Moon Safari**, 4 place Jean Moulin  
33 000 Bordeaux  
05 56 04 40 68

Le titulaire tiendra compte de ces intervenants dans l'exécution de sa mission, en lui fournissant les informations et documents utiles à sa mission, et en consacrant le temps nécessaire à la concertation. Notamment, dans le cadre de ses attributions, l'AMO doit être mis en copie de tous les documents des différents intervenants à l'acte de construire (maître d'œuvre, prestataires intellectuels, entreprises...).

De manière générale, le titulaire doit coopérer avec ces intervenants et tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations de ces prestataires, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, en les intégrant tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

En outre, le titulaire devra, dans certains cas, prendre en compte et incorporer dans ses propres prestations des informations ou documents élaborés par d'autres intervenants.

**Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS)**

**2.3. Intervenants pour le LOT 02**

■ **Maître d'ouvrage :**

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Centre Hospitalier de Plaisir** représenté par Centre Hospitalier de Versailles André Mignot.

**Adresse et coordonnées :**  
Centre Hospitalier de Plaisir  
220 Rue Mansart  
78370 PLAISIR

■ **Programmation et Assistant à la Maitrise d'ouvrage (AMO) : sans objet**

■ **Maîtrise d'œuvre : à déterminer**

**2.4. Intervenants pour les 2 lots**

■ **Contrôleur technique (CT) dispositions communes pour les deux lots :**

Conformément aux articles L. 125-1 à L. 125-6 et R. 125-17 du Code de la construction et de l'habitation, pour l'exécution de l'opération, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, avec lequel le maître d'œuvre a l'obligation de coopérer.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du bureau de contrôle sera alors communiqué à l'OPC.

Il assurera tout ou partie des missions définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG Contrôle technique).

A titre indicatif les missions qui pourraient lui être confiées figurent au CCTP 3.2.1:

Les observations du contrôleur technique résultant des obligations réglementaires et de leurs interprétations s'imposent au maître d'œuvre, depuis le stade de la conception et de l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (pendant laquelle les interventions du contrôleur technique sont demandées par le maître d'ouvrage).

■ **Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) dispositions communes pour les deux lots :**

L'opération, objet du présent marché relève de la 2e catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du travail. Une coordination en matière de sécurité et de santé sera organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué à l'OPC.

L'OPC communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux avant-projets, projets et études d'exécution,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- La liste tenue à jour des personnes appartenant au groupement de maîtrise d'œuvre ou ses sous-traitants et prestataires éventuels qu'il autorise à accéder au chantier,
- Le calendrier détaillé d'exécution,
- L'OPC le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations du contrat font l'objet d'une décomposition.

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande Publique, la consultation est décomposée en deux 2 lots.

- **Lot 01 : Construction du bâtiment SEGUR pour l'accueil de la psychiatrie sur le site Mansart**
- **Lot 02 : Extension réhabilitation du bâtiment des Oliviers pour le service de la MPR**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

Pour chaque lot, les prix sont forfaitaires. Le montant du marché est estimé à 300 000,00 € HT pour le lot n°1 et à 70 000,00 € HT pour le lot n°2. Ces estimations sont données à titre indicatif et ne constituent pas un engagement de l'administration.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **prestations intellectuelles**.

■ **Décomposition en tranches pour chacun des lots :**

Le présent marché est décomposé en une tranche ferme et 1 tranche optionnelle.

- TRANCHE FERME = PHASE CONCEPTION
- TRANCHE OPTIONNELLE = PHASE TRAVAUX

1.1.1 **\* Tranche ferme – Contenu et démarrage des prestations**

La tranche ferme comprend les prestations d’OPC sur la phase conception et la phase consultation ACT.

Un ordre de service fixant la date de démarrage des prestations, objet de la tranche ferme, sera notifié au titulaire.

1.1.2 **\* Tranches complémentaires – Contenu et démarrage des prestations**

La tranche optionnelle **1** comprend les prestations d’OPC sur la phase travaux

La tranche optionnelle sera affermie par ordre de service adressé au titulaire, accordant un délai minimal de **5** jours ouvrés entre la notification de cet ordre de service et le démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle concernée.

L’affermissement de la tranche optionnelle **1** interviendra dans un délai maximum de 1 mois à compter de **la validation de dernière phase de la tranche ferme**.

Les prix, les délais d’exécution, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix pour les tranches optionnelles seront ceux définis au présent marché, dans le présent CCAP et l’acte d’engagement.

En cas d’absence d’affermissement de la tranche optionnelle de chacun des lots, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## 4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D’EXECUTION

---

■ **DELAIS D’EXECUTION du marché :**

Les délais d’exécution sont fixés à l’acte d’engagement et au CCAP et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

Pour le LOT 01

Le délai d’exécution des prestations est fixé à 5 ans soit 60 mois.

A titre indicatif, l’opération est au stade de l’élaboration de l’esquisse, la date de fin des travaux est attendue pour Avril 2029 (non compris l’année de parfait achèvement et la durée de maintenance). **L’intervention débute à la date de notification de l’OS** et s’achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et, au plus tard, 3 mois avant l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Pour le LOT 02

Le délai d’exécution des prestations est fixé à 5 ans soit 60 mois.

A titre indicatif, l’opération est au stade de l’élaboration de l’esquisse, la date de fin des travaux est attendue pour Octobre 2028 pour le lot 02 (non compris l’année de parfait achèvement et la durée de maintenance). L’intervention débute à la date de notification de l’OS et s’achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et, au plus tard, 3 mois avant l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

#### ■ **DEMARRAGE DE LA PRESTATION :**

Le démarrage de la mission sera notifié par OS.

Chaque phase fera l'objet d'un OS

#### ■ **DELAÏ D'EXECUTION du marché :**

L'intervention débute à la date de notification de l'ordre de service de démarrage et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux, pour les prestations relevant de la partie traitée en prix global et forfaitaire.

#### ■ **Remise de document :**

- Rapport, avis sur phases études : version sous format informatique
- Compte rendu de chantier : Envoi par mail dans les 48h après passage

## **5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

---

### **5.1. Prix du contrat**

#### ■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont forfaitaires.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au moment de la remise des offres.

Les prix sont fermes pendant la première période anniversaire du contrat.

Par application de l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique et par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, les prix sont révisibles annuellement.

Concernant les tranches optionnelles, cette révision s'opère également lorsqu'elles sont affermies. La révision peut intervenir à la demande de l'acheteur ou du titulaire.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués. Lors de la révision des prix, une note indiquant le détail des calculs sera jointe. En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou via le profil acheteur du GHT accompagné des éléments justificatifs. Après acceptation, les nouveaux prix se substituent aux précédents, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Une réponse portant acceptation des nouveaux prix est notifiée au titulaire. Les nouveaux tarifs sont applicables pour les différents forfaits et pour les bons de commandes émis après la date d'anniversaire du marché.

#### ■ **Avance :**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement

Le montant de l'avance est fixé selon l'acte d'engagement ;



Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre.

A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

*Nota : dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.*

#### ■ Variation des prix :

Les prix du marché sont **révisables** par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix du présent marché sont maintenus la première année. A compter de la date anniversaire du marché, les prix peuvent être révisés annuellement à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,125 + 0,875(ING_n / ING_o))$$

Dans laquelle :

- $P_n$  = est le prix révisé
- $P_o$  = est le prix initial ou les derniers prix révisés de l'année précédente ;
- $ING_o$  = est le dernier indice SYNTEC connu au moment de la demande de révision des prix.
- $ING_n$  = est l'indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision ( $ING_n$  de la précédente révision) ou indice SYNTEC publié au mois de remise des offres, uniquement pour la première année de révision.

SYN : Syntec (sociétés assujetties à la TVA) <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de deux (2) mois minimum avant la date prévue pour la révision. (Deux mois avant la date anniversaire)

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au moment de la remise des offres.

Les prix sont fermes pendant la première période anniversaire du contrat.

Par application de l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique et par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, les prix sont révisibles annuellement la date anniversaire du marché.

Concernant les tranches optionnelles, cette révision s'opère également lorsqu'elles sont affermies. La révision peut intervenir à la demande de l'acheteur ou du titulaire.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués. Lors de la révision des prix, une note indiquant le détail des calculs sera jointe. En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou via le profil acheteur du GHT accompagné des éléments justificatifs. Après acceptation, les nouveaux prix se substituent aux précédents, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Une réponse portant acceptation des nouveaux prix est notifiée au titulaire. Les nouveaux tarifs sont applicables pour les différents forfaits et pour les bons de commandes émis après la date d'anniversaire du marché.

■ **Clause butoir :**

Toute révision des prix prévue dans le présent marché, ne pourra pas dépasser une augmentation annuelle de 2% sur les prix révisés de l'année précédente.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- tous les frais afférents à la bonne exécution (même si les prestations n'ont pas été expressément prévues au cahier des charges),
- la collecte des données contenues dans les documents et études détenues par le pouvoir adjudicateur, les divers services et administrations...,
- toutes les autres dépenses (la production et la reprographie de documents, plans, montages...),
- le matériel nécessaire à la présentation des résultats (documents de travail pour les réunions...),
- toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission,
- toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services,
- le travail en cabinet et dans les locaux du Centre Hospitalier de Plaisir,
- tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, de transports majorés, bénéfices de l'entreprise...,
- l'assistance téléphonique,
- tous les débours générés par le projet.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Dématérialisation des facturations – Service EDIFLEX (uniquement pour le lot 01)**

Le maître d'ouvrage a opté pour la mise en place du service EDIFLEX d'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles.

Le titulaire est tenu d'utiliser ce service pour émettre ses demandes d'acomptes. Aucune autre demande de paiement ne sera prise en compte.

Ce service est gratuit pour les titulaires des lots OPC, CT et CSPS.

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs de l'opération du CH a pour but :

- De faciliter les délais et le circuit des documents afin que les services du Maître d'Ouvrage en disposent dans les meilleurs délais et que les acteurs connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
- En sécurisant le calcul des montants financiers (respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
- En standardisant la présentation des documents,
- En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

### **■ Projet de décompte périodique**

En dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, le titulaire présentera au Maître d'Ouvrage ses notes d'honoraires par le service EDIFLEX mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par l'Assistant du Maître d'Ouvrage, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service EDIFLEX.

Les projets de décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service EDIFLEX qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service EDIFLEX évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

### **■ Décompte périodique**

Pour l'application de l'article 11.7 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage établit le décompte périodique.

Les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service EDIFLEX qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service EDIFLEX évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprennent (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités appliquées.

#### ■ **Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le Maître d'Ouvrage qui termine le circuit de validation sur le service EDIFLEX :

Cet acompte reprend, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la TVA
- Le montant total de l'acompte à verser.

Le Maître d'Ouvrage utilise le service EDIFLEX pour notifier au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet du titulaire, il joint le décompte modifié.

#### ■ **Solde**

En dérogation à l'article 11-8 du CCAG-PI, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au Maître d'Ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Cette transmission s'effectue par le service EDIFLEX.

#### *Décompte final*

Le décompte final établi par le titulaire comprend :

- Le forfait de rémunération ;
- Les pénalités et réfections éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### *Décompte général - État du solde*

Le Maître d’Ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- L'incidence de la TVA ;
- L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d’Ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le Maître d’Ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et par dérogation à l’article 37 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n’est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au Maître d’Ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le Maître d’Ouvrage dispose d’un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L’absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d’un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d’une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

### **5.3. Conditions de paiement**

#### **■ Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair. La facture ne devra pas être antérieure à la livraison ou à la date du service fait.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- le code SIRET de l'entité destinataire : 200 076 305 00016 qui identifiera le C.H de Plaisir

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement de l'étude selon les dispositions de l'article 11 du CCAG-PI

Après la notification du marché, un échéancier de facturation sera proposé par le titulaire au Maître d'ouvrage.

Pendant la période de conception (APD et PRO), le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies dans le CCTP.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'échéancier et d'un mémoire produit par le titulaire et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est produit par le coefficient de révision de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le titulaire adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement. Le règlement interviendra après le constat par le Maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission des prestataires

#### ■ **Régime des paiements :**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements intervient au moment du solde de l'exercice annuel.

#### ■ **Libellé de remise des demandes de paiement :**

Centre Hospitalier de Plaisir

Direction des finances

220 Rue Mansart

78370 PLAISIR

#### ■ **Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier de Plaisir

12 rue l'Ecole des postes,

78 015 VERSAILLES CEDEX

jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr

01 71 42 73 96

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **cinquante jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. REALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions d'exécution

■ **Option retenue**

L'option retenue pour l'exécution du présent marché est l'option B de l'article 35 du CCAG Pl.

### 6.2. Opérations de vérifications

■ **Vérifications quantitatives et qualitatives**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-Pl.

### ■ Décisions après vérifications

Ces opérations de décision sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion.



■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

---

### 8.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, des pénalités de 150 € par jour calendaire (après 24h d'échéance) de retard seront appliquées en cas de :

- Retard dans la remise des avis et remarques, (selon tableau de délais prévus dans le CCTP)
- Retard dans la remise des compte rendus, planning... (Selon tableau de délais prévus dans le CCTP)

Les pénalités de retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pour toute absence aux réunions prévues par le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 250 €. Pour tout retard de plus de 15 minutes aux réunions prévues par le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 50 €.

Les pénalités s'appliquent après réalisation des constats par le pouvoir adjudicateur. Les constats sont notifiés au titulaire du marché par voie électronique ou postale. Les pénalités sont notifiées par voie postale ou électronique au titulaire.

## **8.2. Autres dispositions**

### **■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **■ Protection de l'environnement / Développement durable :**

Le titulaire met tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

A ce titre, il s'engage à :

Limiter la production de déchet et favoriser leur tri, recyclage ou valorisation ;

Réduire les consommations énergétiques et de ressources naturelles ;

Utiliser, lorsque cela est possible, des produits ou matériaux éco-labellisés, recyclés ou issus de filières durables ;

Privilégier les modes de transports à faible impact environnemental pour les livraisons et déplacements.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

### **■ Clause RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) :**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à adopter une démarche intégrant des considérations sociales, environnementales et éthiques. Le titulaire devra :

Respecter les principes de non-discrimination, d'égalité professionnelle et de diversité au sein des équipes ;

Favoriser lorsque cela est possible, l'emploi de personne en insertion ou en situation d'handicap ;

Fournir à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de ses engagements RSE.

■ **Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

VERSAILLES

78000

Téléphone : 0139205400

Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Télécopie : 0139205487

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

## 9. FIN DU CONTRAT

---

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Moyens mis à disposition :

Sans objet.

### ■ Garantie de continuité de la prestation :

Dans toutes les circonstances, le prestataire doit obligatoirement s'engager à assurer, dans son ensemble, les prestations définies dans le présent document et dans le CCTP.

En cas d'impossibilité d'assurer la prestation (dysfonctionnement technique, immobilisation des équipements, grève des personnels, etc.), le titulaire s'engage à informer le Centre Hospitalier de Plaisir dès la connaissance de l'information et devra disposer d'une solution immédiate, conforme à la réglementation en vigueur, sans pouvoir prétendre à une majoration des tarifs proposés.

Le titulaire prend, à ses frais, les dispositions nécessaires au bon déroulement de la mission.

#### Liste des dérogations au CCAG Propriété Intellectuelle :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI par l'article 8 du CCAP

Dérogation à l'article 36 du CCAG PI par l'article 9 du CCAP